

Menace sur l'emploi en Suisse – la gauche et ses complices détruisent la Suisse



Bref document stratégique de l'Union démocratique du centre

1er octobre 2019

1. Nuages sombres à l'horizon économique – menace sur l'emploi

L'économie suisse en chute libre ?

L'avenir s'annonce difficile pour la Suisse et pour sa politique économique libérale qui a fait le succès de notre pays jusqu'ici. Les perspectives conjoncturelles, notamment pour l'industrie d'exportation, se sont sensiblement assombries. Les pronostics de croissance se limitent à de modestes 0,8% du produit intérieur brut¹ et les tensions internationales, notamment entre les Etats-Unis et la Chine, entravent le développement économique au niveau mondial. Une guerre commerciale mondiale entraînant une augmentation des droits de douane frapperait tout particulièrement une économie axée sur les exportations comme celle de la Suisse. De plus, la proposition du Conseil fédéral de lever unilatéralement les droits de douane industriels suisses est inopportune dans un tel contexte, car ces droits constituent un argument de poids dans des négociations de libre-échange visant la suppression des droits d'importation et d'exportation.

Les crises politiques ralentissent l'économie

La crise est omniprésente dans l'espace UE : l'Italie titube d'une crise politique à l'autre; le Brexit crée de grandes insécurités ; l'Allemagne annonce de gros problèmes économiques. Si l'Allemagne tousse, la Suisse prend la grippe : ce dicton n'est pas dû au hasard. L'économie suisse est beaucoup plus vulnérable que l'on imagine souvent. Par ailleurs, l'économie mondiale est très sensible à certaines matières premières clés comme le pétrole. L'attaque de drones contre la plus grande raffinerie pétrolière d'Arabie saoudite le 15 septembre 2019 a provoqué une baisse de 7% de la production pétrolière mondiale.² Le résultat ne s'est pas fait attendre : le prix de l'huile de chauffage a augmenté de 20% en Suisse.³ Autre facteur : le ralentissement de l'économie chinoise est plus marqué que prévu : la production industrielle n'a progressé que de 4,4% en août 2019 par rapport à la même période de l'année précédente et cette baisse de la dynamique se répercute également sur la consommation. Ces événements indiquent à quel point l'économie mondiale est sensible à des événements imprévus et à quel point l'économie suisse en subit immédiatement le contrecoup. L'expérience montre que l'économie réagit très vite aux perturbations et risque de s'engager dans une spirale de décroissance.

Les carnets de commandes se vident – l'industrie des machines est un bon indicateur

Comme durant les années 2008/2009, le climat économique mondial est en train de se détériorer. Le SECO a noté ce qui suit le 13 juin 2019: "Dans le sillage du recul conjoncturel international, le commerce mondial affiche une croissance molle et la demande de produits suisses faiblit, ce qui a pour effet de ralentir les exportations. (...) En baisse de 4,3% sur un mois, elles sont passées sous la barre des 19 milliards de francs. (...) La baisse du taux d'utilisation des capacités de production, conjuguée au climat de grande incertitude, freine l'activité d'investissement des entreprises."⁴ Le 28 août 2019, l'industrie suisse des machines, des appareils électriques et de la métallurgie (Swissmem) a lancé un appel de détresse face à la forte baisse des commandes intervenue

¹ Cf. à ce propos les estimations du [SECO](#) du 17 septembre 2019.

²"Erdölmarkt unter Beschuss", "Finanz und Wirtschaft", 18 septembre 2019.

³"Nach dem Angriff steigen die Preise für Heizöl und Benzin in der Schweiz", "Luzerner Zeitung", 17 septembre 2019.

⁴ [Les perspectives s'assombrissent](#), prévisions conjoncturelles du SECO, 13 juin 2019.

durant le premier semestre 2019. Par rapport au même semestre de l'année précédente, les rentrées de commandes ont reculé de 12,5%. Les chiffres d'affaires (-1,9%) et les exportations de biens (-1,0%) ont également baissé.⁵ D'autres secteurs industriels ressentiront sans doute bientôt des effets semblables, si bien que le ralentissement économique se renforcera. D'un point de vue technique, l'économie suisse déjà entrée en récession, car elle affiche depuis deux trimestres des taux de croissance en baisse. Cette récession technique peut évoluer vers une authentique récession avec des effets sur le marché du travail⁶.

La Suisse se handicape elle-même

L'industrie d'exportation suisse est de plus en plus entravée par de nouveaux principes de politique économique extérieure, voire par de nouvelles interprétations de cette politique comme le montre l'affaire de l'exportation d'avions Pilatus. Des conditions et exigences sans cesse nouvelles au niveau des accords de libre-échange compliquent le développement de nouvelles relations commerciales. Or, le renforcement de ces relations est surtout important à une époque où des tendances protectionnistes commencent à nouveau à se manifester et où le multilatéralisme (OMC) est en crise. Des branches entières sont menacées par de nouvelles exigences politiques du genre initiative sur la responsabilité des entreprises, interdictions publicitaires, etc.

La politique agricole pleine de contradictions voulue par la gauche et les Verts menace notre agriculture : l'agriculture suisse est systématiquement dénigrée et écrasée par des obligations et interdictions sans cesse nouvelles (par exemple, dans les domaines des traitements phytosanitaires, de l'eau potable, etc.). La baisse de la production alimentaire nationale qui en résulte provoque une augmentation des importations, donc des transports qui à leur tour menacent l'environnement et le climat.

Le monde financier est bouleversé – les intérêts négatifs sont nuisibles

L'introduction des intérêts négatifs sur un large front, en Europe notamment, a de nombreux effets nocifs pour l'économie en général. Les intérêts négatifs menacent les institutions sociales, notamment les caisses de pension qui doivent payer ces intérêts en tant qu'investisseurs institutionnels, et ils accélèrent la redistribution du revenu et de la fortune. La sécurité financière des institutions sociale est minée et le remboursement de la dette publique se ralentit. La Confédération se décharge financièrement sur les cantons dans le domaine de l'asile. Il faut empêcher les effets nuisibles des intérêts négatifs sur l'économie réelle. Relevons à ce propos que la cherté du franc suisse s'explique notamment par la chute de l'euro due aux crises institutionnelles qui frappent l'UE.

La pression de l'UE augmente – seule l'UDC y résiste

Le projet d'accord-cadre institutionnel Suisse-UE publié en décembre 2018 marquait la nouvelle offensive de Bruxelles contre la Suisse. Ces pressions visent à rattacher la Suisse à l'UE. La Suisse n'appliquant pas assez rapidement cet accord aux yeux de l'UE, Bruxelles l'a punie en refusant de reconnaître l'équivalence de la bourse helvétique. Il s'agit là d'une pure mesure de rétorsion discriminatoire. Notons que l'accord-cadre

⁵ [MEM Industrie: Besorgniserregende Entwicklung](#), Swissmem, 28 août 2019.

⁶ "Erste Risse im Arbeitsmarkt sichtbar", "Finanz und Wirtschaft", 11 septembre 2019.

donne explicitement le droit à l'UE de prendre de telles mesures contre la Suisse.⁷ Nonostante les chicaneries de l'UE, la bourse suisse a parfaitement défendu sa position.

Les contre-mesures adoptées par le Conseil fédéral, qui prévoyaient notamment une obligation pour les bourses étrangères de reconnaître la bourse suisse, ont eu les effets escomptés.⁸ En juillet 2019, donc durant le premier mois de la non-reconnaissance de l'équivalence boursière par l'UE, le marché des valeurs suisse sis à Zurich a réussi à augmenter de 34% son volume d'échange. Cette croissance s'est poursuivie en août 2019 avec une hausse de 19,5% par rapport au même mois de l'année précédente.⁹ C'est dire que la Suisse résiste aux tentatives de pression UE. C'est dire aussi que la Suisse peut parfaitement continuer sur cette voie et refuser le versement de plus d'un milliard de francs au fonds de cohésion UE. Bruxelles tente en effet également d'imposer à la Suisse via l'accord-cadre un versement de 1302 millions de francs en faveur des Etats d'Europe de l'Est membres de l'UE.

L'OCDE discute d'une modification du mode d'imposition – au détriment de la Suisse

Les pressions sur le système d'imposition libéral de la Suisse ne faiblissent pas. La raison est que d'autres Etats cherchent une modification des conditions-cadres pour pouvoir augmenter leurs recettes fiscales. Jusqu'ici, les entreprises internationales sont imposées dans le pays où elles produisent. La communauté internationale veut changer cela et imposer ces sociétés là où elles vendent leurs marchandises et produits. La Suisse y perdrait des rentrées fiscales plus que 10 milliards de francs et devrait de surcroît craindre pour les nombreux sièges globaux et régionaux que ces entreprises entretiennent dans notre pays.

Des effets sur la consommation sont prévisibles

La Suisse dispose certes de quelques branches industrielles robustes, comme la pharmacie, qui naviguent sans trop de peine dans les eaux agitées de l'économie internationale et qui, avec une part de 45% aux exportations, peuvent compenser la baisse d'autres secteurs.¹⁰ D'autres domaines cependant, comme les sous-traitants de l'industrie automobile, dépendent fortement du développement économique à l'étranger, notamment en Allemagne. Si le secteur automobile faiblit, le chômage augmente chez les fournisseurs suisses. Actuellement, on estime à 5% la baisse des ventes à l'industrie automobile en 2019.¹¹ On assiste par conséquent à une inversion de la tendance dans les industries MEM où le chômage augmente à nouveau pour la première fois depuis le début 2017.¹² D'autres branches suivront sans doute avec un certain décalage dans le temps.

⁷ Cf. à ce sujet [Accord institutionnel](#) dans art. 10 al. 6.

⁸ [Annonce des contre-mesures du Conseil fédéral](#), 30 novembre 2018.

⁹ "Börsenstreit: EU-Politiker beklagt Eigentor", "Luzerner Zeitung / Schweiz am Wochenende", 7 septembre 2019.

¹⁰ "Schweiz stemmt sich gegen Rezession", "NZZ", 16 septembre 2019.

¹¹ "Bremsspuren bis in die Schweiz", "St. Galler Tagblatt", 12 septembre 2019.

¹² "Erste Risse im Arbeitsmarkt sichtbar", "Finanz und Wirtschaft", 11 septembre 2019.

Il faut voter UDC pour sauvegarder l'emploi

La Suisse a besoin de conditions-cadres économiques optimales pour poursuivre l'histoire à succès de son économie même en cas de ralentissement conjoncturel. Cela signifie notamment: économie de marché libérale, marchés ouverts, réduction des régulations et de la bureaucratie, impôts et taxes modérés et consolidation durable des institutions sociales. L'UDC constate malheureusement que les autres partis politiques ne partagent pas ces points de vue.

Les entreprises ne créent des emplois, donc de la prospérité, qu'en présence de conditions-cadres avantageuses qui rentabilisent les investissements. Etre social, c'est créer des emplois. Le travail est le meilleur remède contre la pauvreté. Voilà pourquoi les économies de marché libérales ont toujours été les plus performantes et celles qui affichent le moins de pauvreté au niveau mondial.

La Suisse doit réagir rapidement et rigoureusement face aux développements négatifs de l'économie mondiale et aux pressions exercées de l'étranger. Elle doit surtout s'opposer aux tentatives sournoises de miner les valeurs suisses d'une gauche qui ne cherche qu'à accaparer les richesses nationales. Les revendications insensées de la gauche écologiste comme le congé de paternité, les six semaines de vacances payées, le salaire minimal, la semaine de 35 heures, les réglementations de quotas ou encore la rente pont dès 55 ans renchérissent massivement le travail et entraînent forcément la suppression d'emplois.

Voilà pourquoi l'UDC compte le 20 octobre prochain sur le soutien des citoyennes et des citoyens qui entendent donner un signal clair et net lors de ces élections fédérales. Seul un pays libre et sûr peut assurer l'emploi et créer et nouvelles places de travail à condition de s'opposer à des dépenses absurdes, à de nouvelles régulations, à une immigration démesurée et au pillage de la classe moyenne.

2. Le pillage socialo-écologiste de la classe moyenne

Les revendications hostiles à l'économie dépassent la mesure

Nonobstant le ralentissement économique, le risque d'une baisse des recettes fiscales et une densité croissante des réglementations, les forces socialo-écologistes veulent dépenser à pleines mains l'argent des contribuables. Profitant de l'hystérie climatique et de la folie écologiste dont ils sont les principaux moteurs, ces milieux veulent augmenter les impôts sur les véhicules, les chauffages et les billets d'avions, autant de prélèvements qui chargent massivement les familles. Il s'avère de surcroît de plus en plus clairement que la fameuse Stratégie énergétique 2050 est d'ores et déjà dépassée. Nous nous entravons nous-mêmes en multipliant les subventions sans réussir à améliorer la sécurité de l'approvisionnement. Avec cette politique erronée nous accroissons notre dépendance des importations et nous discriminons notre propre économie par rapport à ses concurrentes étrangères en la chargeant de nouveaux impôts et taxes (par exemple, la navigation aérienne). Le projet du Conseil fédéral d'une Suisse sans CO2 d'ici à 2050 est proprement irresponsable. Le gouvernement lui-même n'a pas osé chiffrer les coûts sans doute monstrueux et les conséquences économiques désastreuses, notamment au niveau de l'approvisionnement énergétique, de ce projet insensé.

Densité régulatrice excessive et bureaucratie débordante

L'UDC se bat avec véhémence contre l'augmentation de la densité de la réglementation et la croissance de la bureaucratie. Dans le classement international très observé de la Banque mondiale, le "Ease of Doing Business" qui analyse la charge que les réglementations font subir aux entreprises, la Suisse a dégringolé de la 11^e place en 2005 à la 38^e place en 2019¹³. L'UDC invite le Conseil fédéral à se pencher sérieusement sur cette problématique et elle propose au nouveau ministre de l'économie de décerner chaque semaine un prix pour la suppression d'au moins un obstacle bureaucratique entravant les PME. La Suisse continue de se donner beaucoup trop de lois, ordonnances et autres directives. Entre 2005 et 2014, le nombre de pages de réglementations a augmenté de 24%. Il serait également possible de réduire les charges statistiques et le nombre de formulaires imposées aux entreprises en interconnectant plus efficacement les services publics et en numérisant les processus. De plus, la nouvelle loi sur la protection des données que Bruxelles a dictée à la Suisse aura de lourdes conséquences financières pour l'économie sans apporter des améliorations notables aux échanges de données.

La Suisse était jusqu'ici un modèle à succès, mais ce modèle est en train de basculer. La gauche et ses complices dans les autres partis avancent des revendications qui coûteront des milliards de francs à la caisse fédérale. Pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, ces milieux n'hésitent pas à imposer des charges supplémentaires allant jusqu'à 20'000 francs par an aux familles de la classe moyenne.¹⁴

¹³ [Ease of Doing Business Index 2019.](#)

¹⁴ "[L'arnaque écolo-socialiste contre la classe moyenne](#)", document de fond de l'UDC, 15 juillet 2019. p. 3.

Les décisions du Conseil des Etats concernant la loi sur le CO2 sont un affront à l'égard de l'économie et des citoyennes et citoyens de ce pays. Des valeurs centrales de la Suisse comme la responsabilité individuelle, le fédéralisme et la démocratie directe sont jetées par-dessus bord pour installer, sous le prétexte de la protection du climat, un vaste système d'arnaque fiscale. La nouvelle loi sur le CO2 est en réalité un ramassis de mesures plaçant les citoyens sous tutelle et renchérissant la vie. Le projet comprend une taxe sur les billets d'avion dont ni la Chambre du peuple ni le Conseil fédéral voulaient. Comprise entre 30 et 120 francs. Les transports routiers seraient aussi mis à contribution. Alors que les importateurs de carburants fossiles doivent déjà compenser une partie de leurs émissions de CO2. Ces compensations feront renchérir le prix des carburants à 10 centimes par litre dès 2024, puis à 12 centimes dès 2025.

Cette politique pousse la Suisse à la ruine. Nous sommes en pleine campagne électorale et le PS a déjà annoncé des projets politiques visant à tirer 10 milliards de francs supplémentaires par an des poches des citoyennes et citoyens suisses. Tout cela pour réaliser les rêves utopiques des socialistes de tous bords. La gauche ne veut qu'une chose: de l'argent, de l'argent et encore de l'argent. Elle se sert sans gêne aucune dans les poches des citoyennes et des citoyens. Les interventions politiques de la gauche et des Verts visent principalement à priver les gens de leur argent qu'ils ont durement gagné. Le passe-temps favori de la gauche est d'encaisser l'argent des contribuables pour le dépenser dans des projets irresponsables. Et comme c'est à la mode, ils se servent du prétexte des thèmes écologistes pour arnaquer les citoyennes et les citoyens.

Les citoyens doivent passer à la caisse

La gauche et les Verts font preuve d'une imagination sans borne quand il s'agit d'inventer de nouveaux moyens de dépenser l'argent durement gagné des contribuables. Le PS lui-même estime que son initiative pour l'allègement des primes coûte 3 à 4 milliards de francs. Ce projet limite les primes d'assurance-maladie à 10% au maximum du revenu disponible dans un ménage. Un dit plan climatique, dont le coût se monte à 3 milliards de francs, est censé accélérer l'abandon des combustibles et carburants fossiles en Suisse. La Confédération doit s'attendre à des charges supplémentaires de 1,4 à 1,5 milliard de francs si les socialistes parviennent à imposer leurs exigences dans la révision de l'AVS. Le PS se prononce en effet contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, mais pour des prélèvements supplémentaires sur les salaires. Un montant d'un milliard de francs est censé alimenter un fonds public pour financer l'initiative socialiste "Travail et formation pour tous".¹⁵ Diverses extensions des institutions seraient financées par une augmentation de la TVA. Ces revendications, tout comme la demande d'un revenu de base sans condition, le congé de paternité et la réglementation des quotas sont des atteintes graves à la prospérité de la Suisse.

¹⁵["Wer soll die Pläne der Parteien bezahlen"](#), "Der Blick", 09 septembre p87621 2019.

3. Les forces destructrices de l'immigration

Les signes annonciateurs d'un fort ralentissement économique se multiplient dans l'UE. Lorsque les entreprises allemandes, françaises, espagnoles et portugaises se mettent à licencier, un nombre croissant de personnes viennent chercher du travail en Suisse, si bien que la pression sur les salaires se renforce. La situation qui prévaut au canton du Tessin illustre parfaitement cette spirale négative. Or, l'unique moyen efficace contre une immigration démesurée est une gestion autonome des entrées moyennant des contingents.

A l'étranger on se rend fort bien compte de cette politique tendant à encourager une mentalité casco complète en Suisse. Depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes en 2002, plus de 700'000 ressortissants UE se sont installés en Suisse. Pays aux salaires élevés et aux prestations sociales sans cesse renforcées, la Suisse a un pouvoir d'attraction irrésistible.

C'est un fait que les entreprises novatrices suisses ont besoin de professionnels hautement qualifiés et qu'elles n'en trouvent pas toujours en nombre suffisant sur le marché du travail national. Or, selon une étude réalisée par l'Office de l'économie et du travail du canton de Zurich¹⁶, moins d'un cinquième (19,8%) de la main-d'œuvre immigrée en Suisse entre 2007 et 2014 travaillait dans un secteur connaissant une pénurie de professionnels qualifiés. Au Tessin (15,1%) et dans le canton de Genève (14,6%), cette proportion n'était que d'un sur sept. La statistique des frontaliers confirme encore plus clairement ce constat : seuls 16,6% des frontaliers contribuent à réduire la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Au Tessin, cette proportion n'est même pas d'un sur huit.

Les ressortissants UE pillent la caisse de chômage suisse

Les ressortissants UE perdent leur emploi plus souvent que les Suisses comme le montre une enquête réalisée entre 2010 et 2018. Durant cette période, le taux de chômage chez les Suisses était de 3,5% en moyenne alors qu'il a atteint 6,1% chez les ressortissants UE/AELE. Conclusion : ces derniers se retrouvent presque deux fois plus souvent au chômage que les Suissesses et les Suisses !¹⁷ Cette situation se répercute évidemment sur la répartition des moyens financiers de l'assurance chômage-

Alors que les salariés suisses ont en 2017 généré 70,4% des cotisations de chômage, ils n'ont perçu que 55,3% des prestations. Ils sont donc clairement des contributeurs nets de l'assurance-chômage. Le risque de chômage chez les nationaux est nettement plus faible. Les citoyens UE/AELE ont produit 24,4% des cotisations, mais prélevé 31,1% des prestations. Leur part aux recettes était inférieure de 22% à celui de leur part aux charges, si bien qu'ils étaient bénéficiaires nets de l'AC. Les ressortissants d'Etats tiers profitent encore plus de l'AC. Leur part aux contributions à l'AC était en 2017 de 5,3% alors qu'ils touchaient 13,6% des dépenses de l'AC. Les dépenses dépassaient donc les recettes du facteur 2,6. Ces chiffres confirment également le fort risque de chômage dans ce groupe d'étrangers.¹⁸

Aussi longtemps que la Suisse attirera comme un aimant les citoyens UE/AELE, l'immigration dans notre pays ne diminuera pas. Le jour où le millionième citoyen UE/AELE

¹⁶ Office de l'économie et du travail du canton de Zurich (2016). Branches souffrant d'une forte pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Dans quelle mesure l'immigration réduit-elle cette pénurie? P. 12 – 13.

¹⁷ 15^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation des personnes Suisse – UE. Effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les assurances sociales (1^{er} juillet 2019). P. 27.

¹⁸ Idem page 37.

immigrera en Suisse sous le prétexte de la libre circulation des personnes n'est plus très loin. Ils sont déjà plus de 700'000 aujourd'hui. Comme le constatait déjà le célèbre économiste Milton Friedman en 1999, un généreux Etat social est incompatible avec la libre circulation des personnes.

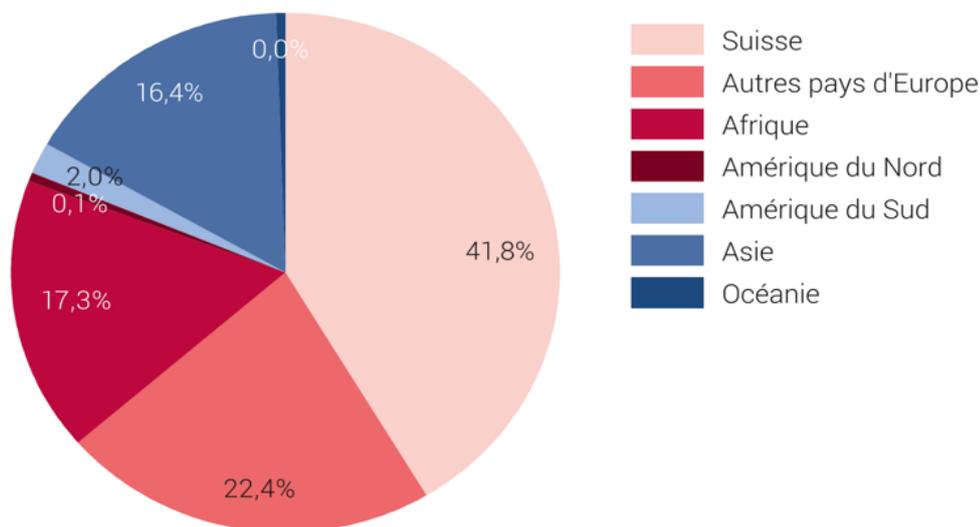
De plus en plus d'immigrants perçoivent l'aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale qui ont immigré de l'UE a augmenté de 43% entre 2007 et 2017 (+ 10% chez les Suisses). La grande majorité des personnes qui entrent en Suisse par la voie de l'asile immigrant directement dans le système social et en vivent durablement. Aujourd'hui, 6 bénéficiaires de l'aide sociale sur 10 sont des étrangers. A moyen et long terme cette situation entraînera des charges énormes pour les employeurs et les salariés sous la forme de fortes hausses des impôts. Ce sont les contribuables suisses qui, avec leur argent durement gagné, doivent financer la vie des ressortissants UE qui ne gagnent pas assez pour entretenir leur famille ou qui se retrouvent en fin de droits après avoir touché des indemnités de chômage.

Origine	2007	2017	Changement
Suisse	131'811	145'233	+ 10%
Citoyens EU27/AELE	29'137	41'744	+ 43%
Erythrée	468	32'864	+ 6'922%

Source: propre tableau sur la base des chiffres de l'OFS, Statistique de l'aide sociale

Bénéficiaires de l'aide sociale selon les groupes de pays 2017



Source: OFS – Statistique de l'aide sociale (SAS)

© OFS 2018

Le 31.12.2017 la proportion de bénéficiaires de l'aide sociale était de 86,3% chez les réfugiés reconnus (27'945) et de 90,4% chez les requérants d'asile (50'714).

Les coûts de l'asile explosent

Les conséquences de la vague de requérants d'asile de l'année 2015 coûteront au total un milliard de francs aux cantons et aux communes selon les calculs d'experts. En effet, dès l'année prochaine, la Confédération cessera de soutenir ces personnes qui devront donc être prises en charge par les cantons et les communes. Pour les réfugiés reconnus, la Confédération assume durant 5 ans la majeure partie des dépenses, durant 7 ans pour les personnes admises provisoirement. Il en résulte un gigantesque transfert de charges au détriment des cantons et des communes. Le chiffre d'un milliard de francs est le résultat d'extrapolations basées sur les pronostics de six cantons dont Berne, Lucerne et St-Gall.

La Confédération met les travailleurs âgés sur une voie de garage au lieu de les laisser travailler

L'immigration sans frein provoqué par l'accord de libre circulation des personnes conclu avec l'UE est surtout problématique pour les travailleurs suisses âgés, car ils sont de plus en plus souvent remplacés par de la main-d'œuvre bon marché importée. Cela fait des années que l'UDC s'efforce d'attirer l'attention sur cette bombe à retardement sociale. Le Conseil fédéral a fini par l'admettre récemment. Mais au lieu d'attaquer le mal à la racine en reprenant les rênes de la politique d'immigration, il tente de cacher le problème avec de l'argent en proposant une rente pont pour les travailleurs en fin de droit âgés de 60 ans et plus. Concrètement, cela signifie que des chômeurs de 58 ans bénéficient d'abord pendant deux ans des indemnités de l'assurance-chômage, puis de la rente pont, donc vivent jusqu'à leur retraite grâce à l'argent de l'Etat. Cette retraite anticipée imposée par l'Etat coûterait des centaines de millions de francs aux contribuables suisses. Elle aurait même un effet pervers en ce sens qu'il serait encore plus facile pour les entreprises de mettre à la porte leurs salariés âgés pour les remplacer par des étrangers bon marché. Comme de coutume, le Conseil fédéral ne se gêne nullement d'imposer le coût de cette mesure à la classe moyenne, et notamment à la jeune génération. Le gouvernement viole de surcroît le principe élémentaire du travail avant la rente.

Qui plus est, les expériences faites en Allemagne avec une rente pont semblable introduite en 2000 prouvent que cette mesure n'atteint pas l'objectif visé¹⁹. Après la suppression de cette monstruosité, le taux d'occupation des travailleurs âgés de 55 à 65 ans a passé de 33 à 58% en l'espace de 10 ans. Parallèlement le taux d'occupation chez les 55 à 60 ans a fait un bond spectaculaire de 66,5 à 80%.

En Autriche, les employés prennent en moyenne leur retraite à 61 ans pour les hommes et à 59 ans pour les femmes. Cela n'a pas changé depuis les années 70. Des économistes ont récemment relevé que l'Autriche vivait au-dessus de ses moyens et que des adaptations étaient nécessaires. En outre, une baisse de la charge fiscale rendrait le travail plus attractif dans ce pays au taux d'imposition élevé.²⁰ Conclusion : il faut absolument renoncer à ces idées de rentes ponts qui rendent le travail moins attractif !

¹⁹ "Warnhinweis aus Deutschland", "NZZ", 24. Juli 2019.

²⁰ "Was Sebastian Kurz anpacken sollte", "NZZ", 20 septembre 2019.

4. Solutions et exigences

Un programme de revitalisation est absolument nécessaire

En acceptant la motion du conseiller aux Etats UDC Hannes Germann²¹, le Conseil fédéral s'est engagé sur la bonne voie. Cette motion charge le gouvernement de présenter un programme de revitalisation complet pour accroître l'attractivité de l'économie suisse et diversifier les marchés d'exportation. Le but est notamment d'optimiser les conditions-cadres fixées par l'Etat, de réduire les coûts découlant des régulations, de renforcer la compétitivité de l'économie suisse et de sauvegarder les emplois. L'accent doit être mis sur un allègement des charges bureaucratiques et des contraintes réglementaires qui pèsent sur les entreprises ainsi que sur la diversification des marchés d'exportation par une intensification de la politique commerciale internationale. De plus, une réduction des charges supportées par les ménages devrait relancer la consommation au niveau national.

Les conditions-cadres actuelles ne sont pas assez bonnes pour permettre à la Suisse de naviguer sans encombre sur les eaux agitées d'une économie internationale en déclin. L'UDC souligne donc une fois de plus la nécessité de tenir davantage compte des besoins des entreprises, donc de mener une politique économique libérale qui encourage les forces novatrices privées.

²¹ [Motion 19.3043.](#)

Exigences pour sauvegarder l'emploi en Suisse

- Les partis politiques de droite doivent serrer les rangs pour défendre, dans l'intérêt de tout le pays, les principes d'une politique économique libérale. La gauche cherche à renforcer la mainmise de l'Etat sur l'économie et à imposer aux entreprises un corset qui les étouffe. La gauche et ses complices sont les grands destructeurs d'emplois.
- Le programme de revitalisation exigé par l'UDC doit être rapidement mis en œuvre.
- Dans le but de sauvegarder l'emploi, il faut optimiser les conditions-cadres économiques en dérégulant et en réduisant les impôts, taxes et redevances.
- Le Conseil fédéral doit accélérer la conclusion d'accords de libre-échange pour éviter une chute des exportations, mais en tenant compte de la situation particulière de l'agriculture suisse.
- La Suisse doit à nouveau gérer de manière autonome une immigration devenue totalement démesurée. L'accord de libre circulation des personnes avec l'UE doit être renégocié. Le Conseil fédéral doit prendre les mesures qui s'imposent afin que seuls des professionnels qualifiés, qui sont effectivement engagés, immigrer en Suisse.
- La libéralisation du marché du travail moyennant une dérégulation doit être accélérée.
- Le Conseil fédéral doit supprimer le taux de cotisation échelonné au détriment des travailleurs âgés dans les caisses de pension et le remplacer par un taux de cotisation unique. Les travailleurs âgés doivent aussi avoir leur place dans le monde du travail.
- L'extension de l'Etat social doit être stoppée par tous les moyens possibles, car elle saigne la classe moyenne.
- Les chances de la numérisation doivent être systématiquement exploitées (Fintech, Blockchain). Des bonnes conditions-cadres attirent les entreprises. La Suisse doit prendre la tête de ce mouvement en offrant des conditions légales libérales.
- L'esprit d'entreprise doit être renforcé dans toutes les branches, aussi dans l'agriculture.
- Il faut empêcher que des entreprises étatiques concurrencent l'économie privée (à tous les niveaux).